

De Gaulle en son privé

Grâce à Claude Guy, qui a été son aide de camp de janvier 1946 à septembre 1949, nous pouvons suivre, jour pour jour, à Colombey-les-deux-églises et quelquefois ailleurs, l'ordinaire des propos tenus par Charles de Gaulle au lendemain de ses exploits d'homme du 18 juin. La "qualité" des personnes qui l'auront entendu s'exprimer ainsi permet de bien insister sur ce fait qu'il ne s'agit pas simplement de vagues propos de table ou de salon qu'on aurait eu à déguster juste le temps de les oublier. On rend des visites à de Gaulle comme à un oracle, recueillant chaque miette de son discours pour s'en nourrir pendant des semaines, des mois, des années et, parfois, à tout jamais.

Le voici d'abord face à Claude Guy lui-même, le 21 janvier 1946, lendemain de son départ de la présidence du Conseil : "Quand on peut écraser quelqu'un, il faut le faire aussitôt. Après les petits Muselier et autre piétaille, il a fallu écraser Giraud. Et ce n'était pas facile : il fallait le faire depuis Londres, alors qu'il tenait le haut du pavé à Alger. Après la Libération, il a fallu s'attaquer à la dictature des C.D.L. [Comités départementaux de la Libération], des F.T.P. [Francs-Tireurs et Partisans] dissidents, du C.O.M.A.C. [Comité d'action] et de tous ces "généraux" qui s'étaient flanqué des galons de papier sur leurs manches et prétendaient substituer leur autorité à celle des préfets, qu'ils aient obéi aux Anglais, ou au parti communiste. Il reste maintenant la dictature des partis. Oh! s'il n'y avait eu que les partis socialiste et M.R.P. [Mouvement républicain populaire], j'en eusse fait mon affaire depuis longtemps! Mais, avec les communistes, c'est une autre affaire! Il ne suffira pas, le jour venu, de les mettre à la porte : il faudra les attaquer pour les détruire, il faudra les écraser."

Le 14 mars 1946, face à René Capitant qui s'étonne du rapprochement survenu entre de Gaulle et les communistes au temps de la Résistance et de la Libération, le Général s'explique : "Les écarter, c'eût été renoncer à manoeuvrer ces forces indispensables à notre action qui s'appelaient le C.N.R. [Conseil National de la Résistance], les C.D.L., les F.T.P., etc. Si j'avais prétendu, à l'époque, exclure les communistes de leurs rangs, les principaux organismes de la Résistance m'auraient échappé."

Mais de Gaulle n'est pas tout seul dans sa détestation du parti communiste en particulier (26,8 % des voix en octobre 1945) et des partis en général (dont les socialistes, 24,1%, qui, avec les précédents, détiennent donc la majorité absolue). C'est le même René Capitant qui l'entend dire, à propos de 1945, le 15 octobre 1946 : "L'avant-dernier été, lorsque j'ai rendu visite à Truman, il m'a avancé six cents millions de dollars. Mais cette somme était inférieure par rapport à nos besoins. Pourquoi n'a-t-il pas fait plus? Parce qu'il ne voulait pas jouer sur moi à fonds perdus. Le State Department ou le Foreign Office ne nous prêteront rien tant que la politique française n'aura pas pris une orientation précise et durable. Car il nous faut bien considérer qu'en dehors de l'Italie, nous sommes le seul pays du monde à faire procéder l'autorité de l'Etat et l'ensemble des affaires publiques exclusivement des partis! Ce qui explique la pagaille de l'Italie et la nôtre! Rien ne permettait donc à Truman, à l'époque considérée, de faire fond sur moi."

Mais, de cette tache partisane et plus précisément communiste, comment désormais se libérer? Le 8 janvier 1947, Gaston Palewski rapporte, au solitaire de Colombey, la substance des propos qu'il a entendus tenir par l'ambassadeur des Etats-Unis, Jefferson Caffery : "Le gouvernement américain est résolu à ne rien faire pour la France tant que celle-ci tolérera un gouvernement à participation communiste, ou même un gouvernement subissant la pression des communistes. Dès que pourra s'exprimer une politique française libérée de l'hypothèque marxiste, dès que cette politique nous paraîtra cohérente, nous vous aiderons. Voilà pourquoi il n'est pas de meilleure chance pour vous que la mise en oeuvre des institutions préconisées par le général de Gaulle."

Recommander la mise à l'écart des communistes, premier parti de France, ne serait-ce pas de l'ingérence intérieure? Ne serait-ce qu'un simple conseil d'ami?... Conseil d'ami que les socialistes, avec Ramadier, n'allaient pas tarder à suivre en chassant les communistes du gouvernement. Mais, pourquoi donc, en 1945, de Gaulle a-t-il tout de même recouru à ce vote des Françaises et des Français qui devait se traduire de si fâcheuse façon? Ce fut bien malgré lui, comme il l'avait dit, le 12 août 1946, à Bourdeau de Fontenay, directeur de l'E.N.A. [Ecole Nationale d'Administration]. En 1940, les partis avaient sombré : "Et c'est alors

que se place le crime de Pétain, de Pétain qui a déshonoré et prostitué des notions dont certaines étaient bonnes et qui, la Libération venue, eussent permis de nous tirer d'affaire. Voici pourquoi, sans compter que les communistes avaient occupé à l'avance toutes les positions au moment de la Libération, il ne m'est resté qu'un seul moyen : noyer la démagogie dans la démocratie. Comment? Mais par les élections! Voilà pourquoi j'ai envoyé les Français aux urnes... Il me fallait une soupape. Je n'en avais pas d'autre."

"Notions dont certaines étaient bonnes"... Peuple de France, c'est aussi notre histoire qui s'est écrite là, en attendant que 1958 vienne river notre chaîne pour longtemps, pour très longtemps...

Michel J. CUNY - 7 février 2008